Langues et mondialisation en temps de crise
Conférence-débat de Monica Heller

Monica HELLER(1), Grégoire ANDREO-RAYNAUD(2)

(1) Université de Toronto, (2) DIpralang EA739, Université Paul-Valéry Montpellier 3

Cette conférence-débat a eu lieu le 20 novembre 2020 par visioconférence en clôture du Colloque « Langues en Mondialisations : libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ». Par conférence-débat, nous entendons un format hybride entre une conférence plénière et un échange avec les participants du colloque. Après une introduction d'une vingtaine de minutes proposée par M. Heller, le modérateur introduit les différents sujets de discussion qui correspondent aux axes du colloque. La conférencière est invitée à les commenter puis les participants peuvent intervenir. Le texte présenté ici a été retranscrit, relu et approuvé par tous les intervenants.

Conférencière : Monica Heller, professeure à l'Université de Toronto.
Modérateur : Grégoire Andreo-Raynaud, doctorant à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3.
Participant.es : Magali Cécile Bertrand, doctorante à l'Université de Lausanne ; Henri Boyer, professeur des universités émérite à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3.

G.A. Pour commencer, je vais donc présenter rapidement Monica Heller qui est anthropologue du langage et professeure à l'université de Toronto. Notamment ancienne présidente de l'Association Américaine d'Anthropologie, elle a travaillé dans des domaines très variés. Son travail a consisté en particulier à constituer le domaine de la sociolinguistique critique dont on a entendu parler encore cet après-midi à travers les communications de certains participants. Son apport réside aussi dans l'analyse des idéologies et des discours, notamment ceux portant sur la défense des langues et la revitalisation. Là encore, des thématiques qui ont été abordées pendant le colloque et les travaux de Mme Heller ont évidemment été beaucoup cités. Une grande partie de ses travaux, également largement cités aujourd'hui, concerne la marchandisation des langues, *commodification* en anglais, notamment dans le domaine canadien. Des

travaux qui ont aussi un impact sur l'analyse de la situation des langues minorisées actuellement. Je finirai en évoquant ses travaux sur le monde économique et l'idéologie capitaliste aujourd'hui. Le thème du colloque est évidemment la mondialisation mais une mondialisation particulière, une mondialisation néo-libérale que Mme Heller a parfois aussi qualifiée de "capitalisme tardif", je vous laisserai expliquer un peu plus en détail que moi tout ça. Juste une parenthèse pour signaler un livre qui a été beaucoup cité, "Language capitalism, colonialism" qui moi personnellement m'a beaucoup marqué et dont je recommande la lecture pour ceux qui ne l'ont pas encore fait. J'espère également qu'il y aura une traduction qui en sera faite en français. Tout cela, l'étude du capitalisme et de son impact sur les langues, nous amène à la notion de crise puisque le capitalisme est un système qui produit régulièrement des crises. C'est là-dessus qu'on va commencer cette conférence-débat avec Mme Heller qui nous propose de revenir sur ce concept de « crise », sur ce qu'elle entend par là et sur toutes les implications qu'il peut avoir sur les langues. Donc voilà sans plus attendre je laisse la parole à Monica Heller pour sa présentation.

M.H. Merci beaucoup. Bonjour à tout le monde. Je suis vraiment très désolée de pas pouvoir être là avec vous mais on vit ça tout le monde de même depuis un paquet de mois et encore pour un bout de temps je pense bien. Donc voilà, on apprend comment interagir autrement. Puisqu'on m'a demandé de faire ça un peu à la dernière minute, on s'est convenu qu'on va essayer de faire ça de manière un peu plus interactive, donc j'aimerais vraiment avoir du temps avant qu'on se quitte pour une interaction avec vous. Donc n'hésitez pas non plus à peut-être indiquer à Grégoire si au fur et à mesure vous avez quelque chose à dire pour m'interrompre et soulever des questions. J'ai suggéré à Grégoire que j'essaye de vous dire un peu rapidement comment je pense la situation dans laquelle on se trouve.

Donc je vais faire très rapidement mais, grosso modo, il y a une partie de la discussion que j'aimerais avoir sur ce qui se passe pour nos domaines, pour ceux et celles d'entre nous qui s'intéressent aux luttes politiques, aux luttes de pouvoir, autour des questions de langues, de pratiques langagières, de variétés linguistiques. Je pense que nous sommes dans une période où l'on est en tension entre deux types de discours. Le discours qu'on pourrait associer à l'Etat providence associé à un discours des droits à la reconnaissance, la reconnaissance des différences, la reconnaissance de l'existence de groupes et de langues de légitimité souvent étatique (officialisation, standardisation et tout le reste). Ce sont aussi des discours qui sont très impliqués dans les mouvements pour la revitalisation linguistique. En même temps, on est de plus en plus dans un discours d'accès aux ressources. On pourrait dire que, dans un sens, le discours des droits à la reconnaissance est aussi pour pouvoir avoir accès aux ressources économiques et politiques et donc pour une redistribution plus égalitaire de ces ressources. Nancy Fraser en parle beaucoup de ces tensions-là dans les discours politiques et je pense que c'est justement lié à ce moment, dans une crise du capitalisme. Crise que je comprends comme étant cyclique, dans la mesure où il y a une forme de logique du capitalisme, c'est le profit. Donc on a, à peu près tout le temps, un cycle où l'on finit par s'assurer des marchés. Qu'est-ce qu'on fait pour assurer les profits ? C'est notamment par le biais de l'expansion. On trouve de nouveaux marchés, on trouve de nouvelles sources de matériaux et de travailleurs, de préférence moins chères ou qui

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

peuvent avoir une valeur ajoutée, c'est-à-dire qui donnent une forme de distinction et par le biais desquels on crée des niches, des niches de consommateurs, des niches de producteurs. Dans ces valeurs ajoutées, on va revenir à ça tantôt, on trouve justement le capital symbolique dont les questions de langues. Alors cette crise que nous vivons en ce moment, a mis vraiment en question l'Etat-nation comme forme adéquate ou forme idéale pour la gestion des marchés, pour la gestion du capitalisme. C'était trop limitatif par rapport aux possibilités d'expansion alors quand on essaie de faire de l'expansion c'est là où l'on tombe justement dans la mondialisation, ce qui donne une expansion des réseaux à gérer. Comme on va le voir, ça c'est une première source d'accent à mettre sur des questions de communication dans la mesure où on doit trouver des moyens communicatifs pour gérer des réseaux qui sont d'une taille à laquelle nous ne sommes pas habitués. Alors on a eu, il y a quelques centaines d'années par exemple, l'invention des médias écrits, de la presse, ça a permis une consolidation de l'espace discursif de l'Etat-nation mais ça, ça ne marche plus au moment où l'on a saturé ces marchés-là et il faut aller au-delà pour toutes les raisons que je viens de nommer.

En même temps, il y a une intensification, c'est-à-dire qu'on passe par la flexibilisation. Quand on voit qu'on essaie par exemple d'utiliser ou de former un marché de niche, ça devient rapidement saturé et il faut pouvoir changer de jeu assez rapidement et constituer un autre marché par exemple. Ou bien, on exploite des ressources de niche, quand c'est épuisé rapidement. Alors, pour faire la compétition intensifiée, qui est aussi caractéristique de notre époque, donc cette flexibilisation par le biais notamment de la tertiarisation c'est-à-dire passer par la production et l'utilisation de capital symbolique de communication notamment afin d'y arriver. Alors on a dans ce cas de figure aussi une tension entre le profit qui découle d'une manière spécifique d'ajouter de la valeur, c'est justement par le biais de la valeur de l'authenticité qui a été développée à l'époque du capitalisme industriel et de l'Etat-nation. Alors on a bâti tout un cadre de référence où l'Etat-nation est organique et authentique et on exploite la valeur de cette authenticité pour, par exemple, ajouter de la valeur pour des produits dans le tourisme ou les produits du terroir qui sont par exemple des domaines qui ont connu une intensr expansion dernièrement. Alors il y a plusieurs manières dont la question du langage et des langues devient encore plus importante. Il avait une importance déjà avant comme on l'a dit mais on y met l'accent de manière un peu plus explicite. Il y a la question du plurilinguisme. Aussi bien pour ce qui est de la gestion des réseaux étendus que pour ce qui est de la gestion de la production de la distinction et arriver à des marchés de niche. Il y a la question de la traduction qui a toujours été un problème depuis le début de l'Etat-nation. On voit aussi depuis très longtemps mais encore une fois de manière plus aiguë la tension entre la traduction humaine et la traduction par machine, le fameux *Google translate*. La question de l'anglais. Au lieu de passer par le plurilinguisme ou la traduction, est-ce qu'on passe par des *linguae francae* comme l'anglais ou par le biais de langues inventées ? Durant la dernière grosse crise du capitalisme, il y a une centaine d'années, on a commencé dans les langues inventées comme l'espéranto. Ces questions reviennent de nos jours, pas uniquement comme manière de communiquer entre nous, mais aussi dans l'imagination de mondes alternatifs comme dans la science-fiction par exemple. Et on a une

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

remise en question de ce qui pourrait constituer la compétence ou la norme. Alors ça c'est, très rapidement, ce que je voulais vous proposer.

G.A. Merci. Effectivement, toutes ces questions ont été abordées pendant le colloque. On va commencer avec le premier axe, qui était conçu comme un espace. On voulait parler des espaces différents de la mondialisation. A l'intérieur de ces espaces institutionnels, on peut citer les universités, les Etats et toutes les structures qui en émanent, les organismes multinationaux, l'UE dont on a parlé encore cet après-midi avec le dispositif EMILE et puis hier avec le CECRL. Et étonnamment, peut-être qu'on pourrait commencer la discussion là-dessus, il manquait un petit peu dans les communications qui ont été proposées un aspect qui concerne les entreprises. Notamment la gestion des langues par les entreprises multinationales mais pas seulement. Peut-être qu'on pourrait commencer par-là justement, puisque c'était pas présent dans les débats et que vous avez travaillé beaucoup sur la question.

M.H. Oui d'accord. Alors je pense qu'il y a un aspect qui relève en fait de nos domaines. Et ce que vous soulevez est une question super intéressante dans la mesure où on a comme tendance par défaut quasiment à regarder l'Etat comme l'interlocuteur principal ou à la limite les agences de l'Etat notamment l'école. Alors la sociolinguistique comme champ, et là je pense que c'est très relié à l'ancrage du champ dans l'Etat providence. Alors le job dans ce sens de la discipline dans les années 60, 70, 80 c'était d'examiner la mesure dans laquelle l'Etat providence faisait se job de fournir l'accès au citoyen. Et donc la question de savoir qui a accès et comment ? Quelles seraient les mesures entreprises par l'Etat et ses agences ça a été vraiment le centre de la discipline et on est passés complétement à côté du fait que dans un sens toute la machine était au service d'une économie capitaliste. Je pense qu'il y a beaucoup de questions à se poser. D'ailleurs, oh je vais vraiment faire mon radotage de vieille dame, j'ai fait ma thèse de doctorat dans une usine dans les années 70. Et je n'avais aucun collègue qui travaillait dans l'entreprise. C'était juste pas un champ où les gens allaient. Il me fallait découvrir le réseau "Langage et travail" centré sur Paris en France pour trouver des gens qui prenaient la question du travail au sérieux. Pour des questions reliées à votre propre généalogie intellectuelle et notamment le rôle du Parti communiste et du communisme dans le développement de la réflexion sur le langage chez vous. En Amérique avec la guerre froide avec le McCarthyisme aux Etats-Unis c'était complètement interdit de regarder ces questions-là. Et donc on commence à émerger maintenant doucement, lentement de ce problème. Dans ce sens je retournerais une partie de la question vers vous. A savoir vu le montant de travail fait en France sur des questions de travail c'est encore plus étonnant que ça soit absent de vos discussions. Bon ceci dit, la différence entre le travail français et le mien était que les collègues français prenaient pour acquis que tout le monde parlait français et qu'on pouvait prendre pour acquis un marché français étanche, unilingue, homogène. Pour moi, en tant que canadienne travaillant dans une usine à Montréal sur des questions justement de questions des rapports de pouvoirs entre anglophones et francophones, une lutte centrée sur le contrôle du secteur privé, je pouvais pas comprendre que le plurilinguisme ne soit juste pas une question pour vous. Alors on a eu des lacunes, des domaines par rapport auxquels nous avons été aveugles et sourds et sourdes et je pense qu'on traîne ça avec nous. Au moment où l'Etat-nation a du

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

mal à gérer toutes ces questions d'expansion par rapport à ce qu'on pourrait appeler "mondialisation", au moment où l'Etat adopte une position qu'on appelle néo-libérale, c'est-à-dire libérale dans la mesure où on appuie le fonctionnement libre du marché libre plus ou moins. Mais où au lieu dans un sens de masquer ce discours par un discours de patriotisme, de loyauté nationale, on est plus franc par rapport au rôle de l'Etat. On dit "le rôle de l'Etat c'est d'aider les entreprises à faire ce qu'ils ont à faire" à ce moment-là on est toujours dans le discours de l'Etat puis on se demande comment est-ce que l'Etat va faire ça. Donc d'accord l'Etat va se mettre en réseau par exemple avec l'Union européenne. Comment est-ce que l'Union européenne va gérer ça ? on veut voir comment on peut aider les gens à devenir plurilingues pour pouvoir fonctionner eux-mêmes dans une économie où les questions linguistiques sont de plus en plus importantes. On est toujours dans l'Etat providence dans un sens qui essaie de dire "okay qu'est-ce qui doit passer par l'école ?" "qu'est-ce qui doit passer par l'éducation ?" pour que l'individu puisse avoir accès à la mobilité sociale. Donc je pense qu'il y a un décalage si je peux l'appeler comme ça entre les cadres de références hérités de la guerre froide et de l'Etat providence et notre tentative de composer avec les problèmes que ça pose pour ces structures-là, sans se demander "mais ça se passe comment sur le terrain ?". Donc pour moi et mes collègues dans nos travaux, on a fini par être davantage intéressés par la manière dont l'Etat et le secteur privé s'articulent et donc oui d'essayer de se poser la question de savoir comment est-ce que les acteurs des structures existantes, issues d'une situation économique et politique différente, comment est-ce qu'elles se réinventent ? Est-ce qu'elles se réinventent ? où est-ce qu'elles se réinventent ? Et bon ça va inclure l'Etat évidemment, mais ça veut dire aussi que c'est une de nos responsabilités de trouver les espaces, que j'appelle les interstices, où ça échappe au contrôle des institutions existantes. Alors je sais pas si ça répond du tout au thème mais voilà.

G.A. C'est en tout cas une piste de réflexion intéressante sur la façon dont on appréhende le rôle des acteurs privés et leur influence sur la langue et sur les langues. Peut-être qu'entre les deux côtés de l'Atlantique il y a une différence culturelle et historique à ce niveau-là. Merci. (Cherche des questions). J'anticipe un peu sur le deuxième axe mais il y aura aussi la question sur aujourd'hui dans une économie qui se numérise de plus en plus, on a des choix réellement de politiques linguistiques qui sont faits, des choix très importants qui sont faits directement par des entreprises et notamment les grandes entreprises du numérique. Au-delà de la façon dont on gère les langues à l'intérieur des entreprises, c'est aussi une question qu'on pourrait aborder. (Attend la question de Henri Boyer).

Donc ensuite aujourd'hui on a aussi beaucoup parlé des universités et sur les tensions qu'il pouvait y avoir entre notamment enjeux économiques auxquels les universités en Europe sont de plus en plus soumises et puis les enjeux liés à la défense des langues nationales et minoritaires. Est-ce que de ce côté-là, vous avez quelque chose à ajouter ?

M.H. J'aimerais juste revenir sur certains termes, avant de parler des universités, que vous avez soulevés. Par rapport à des questions de politiques linguistiques, je pense que là aussi c'est une sorte de déformation disciplinaire. D'ailleurs c'est ça un peu qui m'a lancé un peu dans le domaine. Au Québec à l'époque on disait "bon on va faire une loi

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

et tout le monde va parler français" puis t'sais moi j'avais comme douze ou treize ans et je me suis dit" mais attends une minute là. Ça se peut pas", "ça marche pas de même". Donc je pense qu'il faut voir la politique linguistique comme un discours émanant d'un certain acteur institutionnel avec ses propres intérêts. Mais le changement social ne se passe pas simplement du haut vers le bas. Alors la raison pour laquelle j'étais en fait dans une usine c'était parce que la politique linguistique de l'époque, on est fin des années 70, c'est de dire "on va faire une loi qui dit que le secteur privé va se mettre à parler français" et j'ai osé poser la question à savoir "ouais est-ce que ça se passe comme ça ?". Et donc c'était dans une entreprise fondée par quelqu'un venu d'Angleterre au 18e siècle, elle appartenait à une famille donc anglophone. Je voulais savoir ben qu'est-ce qu'il se passe vraiment sur le terrain. Et donc je pense qu'on a tendance à vraiment regarder les politiques linguistiques, les acteurs de l'Etat mais on se pose rarement la question de savoir quelle est l'interaction entre les énoncés puis les formes de structuration matérielle que les gens ayant un pouvoir peuvent imposer, c'est le cas de l'Etat, c'est le cas d'une direction d'une entreprise, mais par rapport à la manière dont l'institution fonctionne. Et c'est là où, dans mon cas j'ai été très inspiré par les travaux de Aaron Cicourel et aussi de mon ancienne collègue Dorothy Smith. Dans une sorte d'ethnographie institutionnelle j'ai essayé de comprendre l'institution non pas comme une chose figée qui change jamais mais plutôt comme une série de processus sociaux où il y a plein d'acteurs sociaux mais où le savoir est distribué, c'est-à-dire qu'il n'y a personne qui a une vue globale. Et donc ça s'appréhende par le biais d'une ethnographie et ce serait la même chose pour une entreprise et pour n'importe quel autre ensemble structuré, organisé de la vie sociale. Je ne pense pas –deuxième point – que l'opposition à faire soit entre les deux côtés de l'Atlantique mais plutôt entre les Etats où ça a été plus ou moins possible, j'insiste toujours là-dessus parce qu'on a aucune hégémonie totale, d'instaurer un degré relativement élevé d'unilinguisme, comme la France ou les Etats-Unis, par rapport à d'autres où on est tout le temps tout le temps en prise avec des formes de plurilinguisme parce qu'il n'y a pas eu une consolidation pour un certain nombre de raisons historiques. Dans le cas du Canada c'est l'histoire du double colonialisme qu'il faut vraiment regarder et comprendre. Ça sera pas la même chose pour le Brésil, ça sera pas la même chose pour l'ex-Yougoslavie par exemple. Et évidemment aussi ça fait une différence si tu vois les choses à partir du centre ou à partir de la périphérie. Comme tout le monde sait, quand tu es minorisé, tu vois très clairement comment les choses fonctionnent, quand tu es majoritaire, tu as intérêt à pas le voir. Donc il y a beaucoup plus en commun je dirais entre les grandes entreprises françaises et américaines qu'entre les entreprises ou les institutions américaines et canadiennes. Donc ça c'est juste un commentaire que je voulais faire. Je passe maintenant à la question des universités ?

G.A. Alors on passe d'abord la parole à Henri Boyer, qui souhaitait intervenir sur la question des différences de regard sur les acteurs privés et publics entre Amérique du Nord et Europe. On passera ensuite à la question des universités.

H.B. Deux petites choses qu'a soulignées Monica Heller. La différence en France à propos de l'histoire récente. Le fait que les jeunes ne prennent plus en considération tellement le Parti communiste. Le problème du Parti communiste, je sais que ça suscite beaucoup de débats à l'étranger en particulier au Canada, au Québec. Le

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

problème du Parti communiste c'est qu'il a joué un rôle capital au sortir de la guerre et dans les années 60 et 70 mais hélas il n'a pas survécu à l'éclatement de l'ex-Union soviétique pour une raison simple : c'est qu'il s'était trop aligné. Mais par contre, des communistes linguistes qui ont joué un rôle capital, il faut le redire. Des gens comme Guespin, Gardin, Marcellesi, et aussi, je ne sais pas si elle était proche du Parti communiste mais en tout cas Josiane Boutet, ce sont des gens qui ont travaillé dans le secteur du travail, par exemple Gardin a fait des choses remarquables sur la langue et le syndicalisme donc il y a eu des choses. Mais c'est vrai qu'il y a eu un coup d'arrêt avec la fin du groupe de Rouen. Bon le groupe de Rouen n'est pas mort, mais les maîtres ont disparu, et je pense que là il y a eu une rupture importante. Voilà je voulais donner ce détail parce que je l'ai vécu et c'est important de souligner qu'il y a eu des choses mais que bon, on est passé à un autre paradigme. Et deuxièmement, rapidement, pourquoi on parle pas de plurilinguisme en France ? pourquoi on est fasciné par tout ce qui touche le français et également pourquoi on a relativement délaissé les langues dites régionales, minorisées, jusqu'à une date très récente ? Pourquoi ? et bien vous l'avez souligné mais rapidement, c'est le poids de l'unilinguisme en France. C'est le poids du jacobinisme linguistique qui n'existe pas au Canada et ça c'est une très bonne chose et une grande différence des deux côtés de l'Atlantique. Voilà ce que je voulais dire c'est tout. Merci.

M.H. Merci. Oui je pense pas que le jacobinisme n'existe pas au Canada. Il existe, mais ça c'est une autre question sur laquelle il faudrait peut-être revenir. C'est là que vraiment c'est très dommage qu'on puisse pas sortir au café.

G.A. C'est bien vrai. Alors les universités rapidement et ensuite on pourra passer à l'axe 2 si vous êtes d'accord.

MH. Voilà. Alors, énorme question. Je vais juste tenter peut-être quelques commentaires inadéquats. Mais je pense qu'il y a certainement une chose qui est reliée à l'Etat providence, c'est-à-dire la question de la démocratisation de l'accès aux ressources et notamment à la mobilité sociale par le biais de l'éducation post-secondaire. Donc on a une expansion énorme, une démocratisation des universités en Europe et en Amérique du Nord. Au Canada, je sais pas quel pourcentage des universités ont été créées dans les années 60, d'accord, donc très très récemment. Avec toute sorte d'effets d'ailleurs sur la circulation du savoir parce qu'on n'avait pas suffisamment de profs formés au Canada donc tout le monde a été formé en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Alors on parle de rapports de néo-colonialisme, je pourrais en parler très longtemps. Anyway. Donc là, quand on passe au néolibéralisme dans un sens là où est un peu plus honnête sur le fait que cette promesse, non on va pas la tenir, on va pas la tenir. Et donc les pressions deviennent sur l'université de na pas être en premier lieu un espace de formation de citoyens et un chemin vers la mobilité sociale mais plutôt de formation de techniciens dans une compétition économique. Mais aussi plus généralement dans la manière dont on pense comment est-ce qu'on va faire l'expansion nécessaire pour cette étape du capitalisme, et on met l'accent comme on sait, sur les technologies et sur la numérisation notamment. Donc le rôle de l'université change, le rapport de l'université à l'Etat et à son mandat change. Et ce qui change aussi avec c'est le concept d'expertise. L'invention de l'idée du scientifique expert au 19ème siècle, le

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

savoir autoritaire, ce n'est plus quelque chose qui est révélé par les interprètes des mots divins, par les prophètes, par les institutions religieuses, mais par le biais d'une bourgeoisie qui se donne par le biais de la raison et tout le reste, un accès privilégié aux savoirs ayant une autorité. Bon, on est toujours là-dedans, on voit notamment aux Etats-Unis un débat énorme en ce moment sur l'expertise scientifique par rapport au COVID (Nous on dit le COVID, ici je sais pas vous autres si vous avez opté pour la ou le. On va dire le.) Par rapport aux gens qui croient que tout ça c'est magique et que les scientifiques ne savent rien. Le pouvoir est vraiment un pouvoir économique, les médecins sont vendus dans la poche de Big Pharma. Donc on a vraiment une tension qui date depuis très longtemps autour de ça. Mais cette tension est remise en question en partie par ça, mais aussi, et ça c'est plus intéressant je crois, dans un sens c'est la contrepartie du non-accès aux études supérieures, la non-démocratisation ou les limites de la démocratisation de l'université. Et où on revendique les gens exclus ou minorisés, on pourrait discuter comment ça se fait que ce sont des gens qui sont capables de prendre la parole maintenant qui auraient pas pu le faire qui auraient pas été capable de le faire il y a maintenant cinquante ans mais qui revendique leur place à l'université mais pas leur place dans l'université mais non pas l'université telle que conceptualisé après la deuxième guerre mondiale ; plutôt une université flexible, qui est capable justement de reconnaître le fait qu'il y a différentes formes de savoirs, où donc on a une remise en question de la capacité de l'université de statuer sur ce qui compte comme étant le savoir. Donc il y a vraiment un problème de légitimité de l'université telle qu'elle existe dans l'Ouest, dans le Nord Global, pour des raisons qui sont vraiment, d'après moi, une convergence de tous ces processus en même temps. Je sais pas si ça répond à la question.

G.A. Ca répond pas forcément à la question, ça ouvre des pistes de réflexions à mon avis pour tout le monde. Effectivement le thème est très large et on pourrait y passer encore du temps. Simplement, on a parlé rapidement de ces espaces numériques et on pourrait peut-être y revenir un peu plus maintenant. On a eu une discussion juste avant que vous arriviez avec certains participants concernant les nouveaux terrains de recherche qu'ils offraient, notamment les réseaux sociaux mais pas seulement, pour le domaine sociolinguistique. On a également eu hier une conférence très intéressante de Rachel Panckhurst, spécialiste dans le domaine de l'apprentissage. On voit que dans ces domaines-là, de nouveaux espaces comme celui qu'on est en train d'expérimenter actuellement, se crée. Simplement pour avoir vous votre regard là-dessus. Est-ce que ces nouveaux espaces finalement impliquent des problématiques différentes ? est-ce qu'ils ont des similarités avec les espaces et les rapports de forces à l'œuvre dans d'autres domaine. Voilà, je voudrais simplement lancer la discussion.

M.H. Oui, je vais peut-être parler en utilisant mon chapeau de rédactrice de la revue *Journal of Sociolinguistics*. Parce qu'on reçoit pas mal de soumissions où le terrain est un terrain de médias sociaux ou quelconque. Pour la plupart, ce sont Twitter et Facebook mais des fois on en a d'autres aussi. Je comprends pas pourquoi il y en a très peu sur le courriel, ce que je trouve bizarre mais bon. C'est juste un constat. Ce que je constate c'est qu'on a des outils de construction de bases de données, si je peux les appeler comme ça, et donc d'analyses que nous avons développé pour le face à face qui s'adapte avec un peu de difficulté. Il y a des collègues anthropologues, notamment

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

Tom Boellstorff qui ont beaucoup écrit sur ce que ça veut dire faire de l'ethnographie dans des espaces numérisés. Lui a travaillé davantage sur les jeux, les espaces de jeux. Il y a aussi un collègue anthropologue, Paul Manning, anthropologue linguiste, qui travaille là-dessus. Là, ils ont trouvé dans un sens que les espaces qui sont un autre monde sont des espaces qui se prêtent à une analyse ethnographique. Ceci dit, il faut repenser notre compréhension des acteurs sociaux. Et la grande difficulté c'est de faire le lien entre le monde auquel on a accès par le biais de l'écran et les autres mondes si vous voulez, les autres réalités, les autres espaces dans lesquels les acteurs de cet espace sur l'écran participent également. Alors on a tendance à se contenter du monde dans l'écran et de ne pas se poser la question de savoir où est-ce que ce monde à sa place, quelle est sa place dans le répertoire des espaces dans lesquels les gens participent. On a, et ça c'est très souvent le problème avec les analyses de Facebook et Twitter, on peut utiliser jusqu'à un certain point une analyse séquentielle style ethnométhodologie, on peut faire une analyse de discours, mais tant qu'on comprend pas le contexte social, la réalité sociale, les conditions dans lesquelles les acteurs évoluent, tant qu'on comprend pas comment leurs liens sont formés, parce que souvent les gens qui interagissent par exemple sur Facebook, interagissent aussi ailleurs mais on a pas ces données. Donc je pense qu'on est allé un peu rapidement pour supposer qu'on pouvait prendre ces espaces pour des espaces étanches, et ça nous empêche de recueillir les données nécessaires pour pouvoir vraiment expliquer. On peut décrire, mais pour expliquer pourquoi ça se passe comme ça maintenant ? pourquoi ces gens-là ? pourquoi comme ça ? je pense qu'il y a des outils ethnographiques qui sont toujours valables et utilisables et nécessaire à déployer. Voilà, je m'arrêterai là.

G.A. juste simplement pour compléter et par rapport à une discussion qu'on a pu avoir, il y a aussi dans ces nouveaux environnements, qui sont des environnements techniques, tout un tas de biais qui sont un peu cachés. Et souvent les relations de pouvoir qui président à ces environnements on les connaît pas tout simplement par manque de connaissance technique et parfois par opacité. On parlait hier du consortium Unicode dont on sait absolument pas qui choisit et comment les Emoji qu'on va pouvoir utiliser. Et en fait on utilise des espaces sans vraiment comprendre qui les fait et dans quel but. Donc pour compléter votre propos, c'est peut-être aussi une explication. Je donne la parole à Magali Cécile Bertrand qui voulait faire une remarque.

M.C.B. Merci. En vous entendant, je pensais à Christine Hine qui parle de l'ethnographie sur un Internet qui serait "embedded, embodied, and everyday" et d'après ma pratique d'observation d'un groupe Facebook (une observation chronologiquement et dans l'absolu d'ordre secondaire, mon observation principale se faisant dans des classes et des événements autour de l'enseignement/apprentissage du yiddish… mais comme une part importante de l'activité discursive se passe dans ce groupe Facebook, j'en suis aussi membre), une observation qui me pose d'ailleurs des problèmes théoriques et pratiques, je me dis qu'il ne s'agit jamais qu'un des sites d'une ethnographie qui est finalement multi-située. Pour ce que j'ai lu jusqu'à présent, je ne me situe pas vraiment dans une netnographie au sens de Robert V. Kozinets, puisque je n'observe pas de communautés virtuelles (je pourrais m'intéresser à World of Warcraft et travailler uniquement sur des jeux, mais il se trouve que ce groupe Facebook est une part de

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

mon observation parce que les personnes que j'observe dans des universités d'été et des salles de cours y discutent énormément). C'est vraiment un complément de mon ethnographie. Est-ce aussi cette dimension multi-située que vous abordiez et non une seule approche netnographique ?

M.H. Non c'est exactement ça je pense que si on suppose que nos principes ont toujours été d'essayer de comprendre quels sont les espaces discursifs auxquels les gens participent. Avant qu'on ait Internet peut-être qu'on suivait, peut-être pour une ethnographie scolaire, on pouvait suivre les élèves dans les vestiaires, dans la cour de récré. Mais après là-aussi, il y a toujours la question de qu'est-ce qu'il se passe dans l'autobus scolaire ? qu'est-ce qu'il se passe à la maison ? donc toute ethnographie à ces limites, je pense qu'il y a pas de problème à dire ça. Mais il faut savoir quelles sont ces limites-là. Qu'est-ce qu'on ne sait pas autant que qu'est-ce qu'on sait. Et ne pas supposer, c'était vrai avant Internet c'est vrai avec, qu'on sait tout. Ça dépend aussi de la question. Si on veut comprendre le développement d'un discours, peut-être dans votre cas c'est autour du Yiddishkeit, qu'est-ce que ça veut dire être locuteur du Yiddish, ben ça se construit dans différents espaces et votre job en tant qu'ethnographe c'est de découvrir dans quels espaces et auxquels de ces espaces personnellement vous pouvez avoir accès en tant que personne de je sais pas qui je sais pas quoi. Donc on ne veut pas répéter le même vieux problème. T'sé dans les années 30 les gens parlaient d'une communauté mais c'était juste un gars qui a fait ça et qui avait aucune idée de ce que faisait les femmes. C'est pareil. Donc il faut savoir qui on sépare ou dans quels espaces on n'a pas pu aller à cause de qui on est, à cause la manière dont ça fonctionne. Alors ça c'est une partie de réponse. L'autre partie de réponse, c'est qu'on peut également s'intéresser, et ça c'est le point que Grégoire a soulevé, essayer de comprendre ce que ça fait de se réunir sur Facebook ? donc si on choisit ça, on choisit ça pour une raison. Mais qu'est-ce que Facebook a fait pour donner une forme, fournir des contraintes institutionnelles je dis contrainte à la fois en termes positif, opportunités que ça offre, mais aussi quels obstacles est-ce que ça présente. Comment est-ce que les gens naviguent les opportunités, comment est-ce que les gens naviguent les contraintes. Et ça c'est de la pure ethnographie institutionnelle. C'est la même chose quand on travaille dans un hôpital ou dans une école ou dans une entreprise privée peu importe. Et ça c'est Giddens qui a soulevé cette question, c'est que les interactions que nous en tant que sociolinguiste on examine ne sont pas un microcosme d'un monde, ça fait partie de processus sociaux dans le temps et dans l'espace. La difficulté pour nous c'est de suivre ces traces dans le temps et dans l'espace et de comprendre ce qui devient structuré avec le résultat que quand moi aujourd'hui je vous parle à travers cet écran, quelle est l'histoire ? Quelle est mon histoire ? quelle est votre histoire ? quelle est l'histoire de ce Macbook pro que mon employeur m'a très gentiment acheté ? C'est les histoires des objets et les histoires des gens, les histoires de l'espace discursif du genre "colloque". Tout ça, ça nous met dans une position où il y a des choses qu'on peut faire et des choses qu'on ne peut pas faire. Il y a des choses qu'on peut dire et des choses qu'on ne peut pas dire. Comment est-ce qu'en tant qu'ethnographe on découvre ce que sont ces contraintes. Et c'est là où en effet il y a certaines espaces qui sont… Il y a une raison pour laquelle il y a eu une tonne d'ethnographie scolaire, c'est très difficile pour l'école de dire non. Pour des raisons

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

de légitimité. C'est très difficile pour les jeunes de dire non à des adultes. Quand j'ai essayé pendant un bon bout de temps d'avoir accès à des hôpitaux, c'était du non et du non et du non. Les entreprises privées pour la même raison. Avec Alexandre Duchêne on a noté un changement dans les années 90 et 2000 où tout d'un coup les entreprises trouvait que participer à une recherche peut-être que ça faisait partie d'une légitimité de transparence. Donc ça dépend quelle est la base de légitimité, quelle est la base du profit quoi ? donc dans la mesure que c'est le secret technique et technologique qui est concerné, c'est bonne chance.

G.A. On va penser à un thème un peu plus divers. Alors on parle d'écologie linguistique, on en parle beaucoup. Là dans le cadre du colloque on l'a surtout pensé en termes à la fois d'écosystème. On a eu plusieurs communications qui ont été proposées notamment sur des espaces urbains, avec des analyses de paysages linguistiques notamment. Et puis aussi en termes plutôt là de regard sur la diversité linguistique dans différents domaines. A ce niveau-là, en guise d'introduction, il y a un aspect ambivalent de la mondialisation sur ces espaces-là c'est qu'à la fois, évidemment elle met en concurrence des langues dominantes et des langues beaucoup plus fragiles dans des écosystèmes fragiles et en même temps paradoxalement, elle voit un retour des nationalismes comme un sorte de boomerang. C'est quelque chose qui se voit dans un certain nombre de revendications linguistiques et la gestion des identités linguistiques sur le marché. Donc la globalisation entraîne aussi un effet de niche dont vous parliez tout à l'heure pour les identités minorisées dans le domaine commercial. Est-ce que vous avez des remarques sur cette introduction et sur cet espace-là qui est très divers évidemment ?

M.H. Oui. Je pense que pour moi la chose de base c'est qu'il faut regarder quelles sont les idéologies qui sous-tendent ces énoncés. Il me semble que pour parler d'écosystème ou de diversité linguistique il faut à un moment donné croire, premièrement que la langue est un objet, étanche, séparé d'autres pratiques sociales, à la limite séparés de nous en tant que locuteurs, que ça soit peut-être quelque chose de naturel. Je pense que pour parler d'écosystèmes que c'est un objet organique. Ce sont des croyances que personnellement je ne partage pas. Pour moi, la communication prend plusieurs formes à la fois. Il y avait un moment dans les années 70/ 80 où on regardait le corporel, le gestuel, Goffman a beaucoup travaillé là-dessus, les ethnométhodologues aussi, on commence à redécouvrir ça maintenant. Et donc si on voit la communication par le biais de différents médias, différents modes comme une pratique sociale, ça change un peu la donne. Ça c'est numéro un. Numéro deux, comme ma collègue Bonnie McElhinny et moi avons exposé dans notre livre, pour moi la vraie question c'est pourquoi est-ce que ce concept de langue ou ces pratiques sociales deviennent un terrain de lutte ? Pourquoi un terrain de lutte ? un terrain de lutte ayant des formes spécifiques ? Alors je vois les mouvements de revitalisation, d'écologie linguistique comme étant des mouvements sociaux de revendications et de reconnaissances et de redistributions qui sont en cause et analytiquement je pense c'est important d'aller un peu en arrière de ces discours et se demander ce qui est revendiqué sur ce terrain, par qui, est pourquoi comme ça. Je pense une partie de la réponse est justement les idéologies de la langue que nous avons héritées de l'Etat-Nation qui fait que c'est par ce terrain-là que les Etats reconnaissent les droits des groupes sociaux et des

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

individus qui s'identifient comme étant membres de ces groupes sociaux. On sait en même temps que ce sont des groupes sociaux qui sont idéologiquement construits mais on doit les traiter avec les outils notamment étatiques qu'on a même économiquement, on les traite comme si c'étaient des objets naturels. On a peu de distance critique par rapport à ça. Et je comprends, c'est difficile, dans un sens il faut faire des choix. Des fois, c'est la question d'essentialisme stratégique. Des fois, tu joues le jeu parce que ce sont les armes qui sont disponibles. Mais en même temps je pense qu'il ne faut pas les confondre pour des vérités naturelles, absolues et universelles.

G.A. Là vous faites référence surtout sur la défense des langues au nom de la préservation de la diversité. Derrière l'écologie linguistique il y a aussi l'aspect cadre d'analyse qui est utilisé cette fois pour comprendre comment la langue évolue. Alors il y a des débats aussi, il y a des textes qui se posent la question de savoir ce que cette approche écologique elle apporte par rapport à une approche sociolinguiste plus, on va dire "traditionnelle", ou en tout cas plus ancienne. Ça c'est une autre question à part des discours sur la revitalisation

M.H. Ouais, sauf que c'est relié dans la mesure où pour y croire, il faut croire que les langues sont des choses qui peuvent avoir des relations avec d'autres choses langues. Et pour moi c'est juste ça n'existe pas. Il y a des gens qui ont des rapports avec d'autres gens. Et donc la question c'est quel est le rôle de la langue et du langage dans la gestion de ces rapports.

G.A. d'accord. On va redonner la parole à Henri Boyer qui avait une remarque.

H.B. Oui, j'ai pas tout à fait saisi, bon j'ai lu Monica Heller comme tout le monde, mais sur ce qu'elle vient de dire à propos de la langue en relation avec les identités et cætera j'ai pas très bien compris sa position. Est-ce que ça signifie que les gens qui, au nom d'une identité, fantasmée (toute identité est une chose construite tout le monde est d'accord) mais les gens qui se battent au nom de leur identité pour protéger leur langue ou pour la défendre, ou pour l'illustrer, ou pour la célébrer… Je pense à l'enquête que nous venons de terminer avec C. Alén Garbato sur le marché et la langue occitane dans les dix dernières années où on a montré que les gens qui étaient impliqués dans ce genres d'actes que nous appelons microactes glottopolitiques, avaient une haute conception et de la considération pour la langue, que souvent ils ne parlent pas mais qu'ils ont parlé et que d'autres parlent encore et leur défense par des gestes simples, par exemple nommer un produit en occitan. Et comme ce n'est pas un cas isolé mais que c'est un mouvement, qui n'est pas de masse évidemment, dans le commerce mais qui est important, je me dis que peut-être là, et je crois que Monica Heller a d'autres exemples à donner de ce type-là, il me semble qu'il y a quelque chose à travailler et qui montre que la langue, il ne faut pas essentialiser la langue, mais la langue peut-être quelque chose qui compte pour des locuteurs.

M.H. Ma réponse serait que je considère que ça fait partie de ma job de comprendre pourquoi et de ne pas prendre la langue comme quelque chose qui existe dans la nature et l'investissement émotionnel que les gens peuvent avoir dans quelque chose qui s'appelle "occitan", le corse ou qui s'appelle pour certaines personnes et pas d'autres, "l'occitan", "le corse", pourquoi ils s'investissent ? pourquoi il y a des gens qui disent

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l'heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284

“hein c’est pas de l’occitan, c’est quelque chose d’autre” ? Pourquoi est-ce qu’il y a cet investissement ? Pourquoi est-ce que le débat prend les formes qu’il prend ? Pour moi il faut remonter à la manière dont on a construit l’objet langue en lien avec le développement de l’Etat-nation en lien avec le colonialisme. Enfin c’est tout l’argument du livre avec Bonnie, c’est qu’il y a eu un développement du capitalisme où l’Etat-nation a joué un rôle important et où en passant, dans un sens, d’un régime religieux d’autorité on passe à un régime politique il y a un changement de cadre de référence qui a des conséquences matérielles. C’est pas flyé, c’est pas dans nos têtes c’est pas dans les nuages. Ça a des conséquences matérielles réelles pour les gens. Pour ce qu’ils peuvent faire, pour ce qu’ils peuvent dire, où ils vont, toutes les questions de contraintes. Alors là, la question c’est dans quelle mesure est-ce que ces dispositifs, ces « régimes de vérité » pour reprendre Foucault, deviennent intériorisés comme étant juste la vie normale, comme étant juste vrais. Et pour moi ça c’est une question qui me tracasse depuis toujours et qui me fascine, c’est d’essayer de comprendre, quand on invente quelque chose, comment est-ce que ça devient naturalisé ? Comment est-ce que ça se fait que des gens se l’approprient comme étant la vérité par rapport à laquelle tout le monde doit s’orienter ? C’est le problème de la domination symbolique, c’est le problème de l’hégémonie. Et pour moi ça c’est une grande question à laquelle nous devrions peut-être nous attaquer un peu d’avantage.

G.A. Merci. Au nom de tous les doctorants, les jeunes chercheurs, je vous remercie chaleureusement Mme Heller d’avoir fait l’effort d’être parmi nous et de nous avoir permis d’échanger. C’était très enrichissant.

Published in : Andreo-Raynaud, Grégoire ; Douidi, Nadhir (dir.), *Langue(s) en mondialisation. Libre(s) échange(s) à l’heure néolibérale ?*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004284, doi : 10.17184/eac.9782813004284